

Au bout de la langue

Jean-Philippe Warren

Volume 36, Number 2 (107), Winter 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002448ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0318-9201 (print)

1705-933X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Warren, J.-P. (2011). Review of [Au bout de la langue]. *Voix et Images*, 36(2), 137–140.

ESSAIS / ÉTUDES
Au bout de la langue

+ + +

JEAN-PHILIPPE WARREN

Université Concordia

Dans une longue et savante introduction, les directeurs de l'anthologie *La langue au quotidien. Les intellectuels et le français dans la presse québécoise*¹, dont le premier volume, intitulé *Les douaniers de la langue (1874-1957)*, vient de paraître, tentent de parer à la réaction de lassitude du public devant la publication d'un nouvel ouvrage sur le français au Québec. Après tant de compilations, de florilèges, de répertoires et de catalogues sur la question, on peut en effet douter de la nécessité de lancer un recueil qui dresse un inventaire chronologique (1874-1957) de textes de journaux ayant contribué, bien avant la parution des *Insolences du frère Untel*, à structurer le débat sur la langue. Et pourtant, force est de constater que cette histoire écrite par des acteurs souvent privilégiés mais aussi par d'autres bien moins connus nous offre une occasion particulièrement riche de reconnaître comment s'est organisée la défense de la langue à l'époque du Canada français. Car c'est bien à l'aube du Canada français que commence cette histoire, comme c'est à son crépuscule qu'elle se termine, embrasant près d'un siècle de cléricatisation de la communauté de langue française du nord-est de l'Amérique du Nord. Les francophones minoritaires sont alors poussés à dire et à redire les motifs de leur survivance. Les événements et les polémiques les entraînent dans les entrelacs de la raison, de la rhétorique et de l'idéologie. Ils deviennent des « douaniers de la langue », non pas selon l'acception qu'en donnait Victor Barbeau, qui se moquait de ceux qui tournaient le dos à la France, mais dans le sens plus large qui inclurait Barbeau lui-même, d'un écrivain sans cesse aux aguets des contrebandes et des fraudes linguistiques. Cette expression désigne en fait tous ceux (politiciens, publicistes, journalistes, romanciers) qui se sont tenus jadis à la frontière de l'acceptable afin d'y défendre une pureté, une essence, une vérité.

Pour délimiter ce territoire de la langue, les directeurs de l'anthologie ont retenu 118 articles tirés des journaux. Choix difficile et contestable, à l'évidence, qui mise d'abord sur le méconnu, l'originalité, la quotidienneté, l'actualité, le « concret » et même la « diversité réjouissante » (15-19). Pour avoir l'honneur d'être reproduit, le

+ + +

1 Karine Cellard et Karim Larose (dir.), *La langue au quotidien. Les intellectuels et le français dans la presse québécoise*, vol. 1 : *Les douaniers de la langue (1874-1957)*, Québec, Nota bene, 2010, 544 p.

texte devait éviter les trop monotones discours normatifs sur les expressions fautives (ce qui explique l'absence d'articles sur le modèle de « ne dites pas, mais dites ») ou les longues tirades tissées de lieux communs. La lecture devait en être agréable, soit par une certaine densité conceptuelle, soit par l'originalité de la perspective, soit par la maîtrise du style. Critères personnels ? Les éditeurs ne s'en cachent pas. En ces matières, l'objectivité aurait confiné à l'exhaustivité ou à la représentativité, ce qui en retour aurait sérieusement compromis le plaisir du lecteur. L'approche adoptée nous paraît par conséquent la bonne, n'en déplaise aux puristes de la méthode ; ce qui ne signifie pas qu'elle soit sans risques. Je ne donnerai ici qu'un exemple. Pourquoi, pourrait-on demander, n'avoir pas retenu le texte « La langue française » d'Edmond de Nevers, un article reproduit pas moins de dix fois dans les journaux du Québec et de la Nouvelle-Angleterre entre 1896 et 1905 ? La question reste en suspens pour qui a lu (et, dans notre cas, relu) l'introduction.

Les auteurs de l'anthologie le soulignent : pour les écrivains issus d'un petit peuple prétendant au droit à l'existence dans une période d'intenses poussées impérialistes, le « poids du regard » des autres était lourd à porter. Si le cri du cœur lancé par Henri Bourassa en réponse aux propos désinvoltes de l'archevêque de Westminster a retenti aussi puissamment dans le Landerneau québécois, c'est que le journaliste assumait le degré zéro du discours de la survivance : « Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai ; mais nous comptons pour ce que nous sommes, et nous avons le droit de vivre. » (114) Les Canadiens français n'eussent été rien pour les autres, ils auraient encore été quelque chose pour eux-mêmes. Seulement, dans le maelström occidental formé par le peuple américain qui excellait dans l'industrie, le peuple allemand qui brillait par ses prouesses scientifiques et techniques, le peuple britannique qui s'imposait par les avancées politiques et le peuple français qui rayonnait par les arts et les lettres, qui se serait soucié d'une nation qui ne prétendait à rien d'autre qu'à vivre pour soi, à l'écart de la civilisation et du progrès ? L'idée selon laquelle les Canadiens français ne valaient rien, idée énoncée entre autres par Lord Durham, avait besoin d'être combattue et réfutée. Autrement dit, puisque ne compter que pour ce que l'on est n'est pas compter pour grand-chose, il fallait se persuader de pouvoir arriver à convaincre les autres de sa propre utilité ou de sa propre valeur (tournure de phrase alambiquée, mais la réalité l'était tout autant).

Ce que la lecture de l'anthologie nous fait bien comprendre, c'est le déploiement du discours sur la langue en deux directions complémentaires : la première avenue a permis d'explorer les qualités propres à la langue d'ici ; la seconde, de sonder les raisons qui justifient la perpétuation du français sur une terre anglo-saxonne. Dans le premier cas, le débat a opposé ceux qui croyaient en l'existence d'un dialecte québécois distinct par son vocabulaire et son accent et ceux qui stigmatisaient ces différences d'avec le français de Paris en les taxant d'anglicismes et de barbarismes. Dans une société en voie d'américanisation (allant de la manière de saluer à la manière de faire des affaires, et de la manière de faire carrière à la manière de se moucher), il était normal d'assister fréquemment à des emprunts à la langue anglaise. Il était aussi normal de constater qu'après deux cents ans, certains régionalismes de France s'étaient perpétués ici, alors qu'ils étaient tombés en désuétude dans la métropole. En revanche, on avait quelque raison d'affirmer que les trop nombreux anglicismes

qui parsemaient la langue parlée au Québec ne la rendaient pas plus digne d'intérêt que les rares archaïsmes ne la rendaient unique. Même constatation du côté de l'accent : les Québécois ne parlaient pas comme les habitants de Paris, ils articulaient les mots avec un relâchement semblable à celui des New-Yorkais par rapport aux Londoniens, mais les Bretons, les Marseillais et les Belges ne se portaient pas plus mal d'afficher eux aussi leur origine dans leur intonation et leur diction. D'ailleurs, comme le note un auteur de l'anthologie, le progrès des communications et des transports annonçait un rapprochement des dialectes à la fois par l'établissement plus clair d'une norme linguistique et par l'exposition croissante à la diversité des idiomes. Les thuriféraires du « doux parler » des ancêtres ne s'en considérèrent pas battus pour autant et, encore aujourd'hui, l'on retrouve au Québec de chauds partisans de l'idée selon laquelle il existe une telle chose qu'un véritable dialecte québécois.

Dans le second cas, on s'est interrogé sur les qualités intrinsèques de la langue française. L'époque est en effet aux discussions portant sur une possible universalisation des langages, comme l'illustre la création de l'espéranto en 1887. Chaque groupe linguistique doit citer les mérites généraux supposés de sa langue et, inversement, éradiquer en elle les tendances au patois, nommé dans le cas présent *Canadian French*. On assiste à une surenchère de poncifs censés assurer la prééminence du français dans le monde, et en particulier en Amérique du Nord. « Langue possédant toutes les vertus, ornée de toutes les grâces, douée de toutes les qualités ! » (121), s'écrit le poète Albert Lozeau en 1912. Ou alors on affirme que le français charrie en lui l'âme des ancêtres, la voix des morts, et que se sevrer de cette source, c'est assurément déchoir et dépérir. L'universalisme par le régionalisme, la reconnaissance internationale acquise par une incarnation toujours plus profonde dans le tuf national sont ainsi proposés par plusieurs auteurs. Enfin, on associe la lutte pour le français aux conquêtes de la religion catholique sur le continent, faisant de la langue, au fond toujours singulière et babélique, la camériste plus ou moins indispensable de l'infailibilité romaine en Amérique. Ces justifications n'ont plus cours, mais on aurait tort de s'en moquer : à l'ère de la mondialisation et de la mobilité, on doit pouvoir dire pourquoi on parle sa langue, ou se taire à jamais.

Plus le lecteur avance dans l'anthologie, plus le paysage se modifie au profit des scientifiques et des politiciens. On se met à la recherche des causes structurelles de l'infériorité des francophones et on ne refuse pas désormais d'envisager des solutions institutionnelles. On n'en est plus comme en 1902, alors qu'Adjutor Rivard trouvait « épouvantable » (79) l'idée de décrocher les affiches anglaises afin de redonner un visage plus français à Montréal. Une plus grande préoccupation se fait sentir concernant la dégradation de la langue, au-delà des dévoilements du vocabulaire. Ainsi, dans un texte paru en 1957, Pierre Daviault se plaint que le peuple canadien-français ne lit que des textes en traduction dans les revues spécialisées, les romans de gare, les magazines, les publicités, les manuels techniques, les textes législatifs, les communiqués officiels et les instructions commerciales (472-475). Pourtant, cette évolution vers des enjeux plus politiques et plus scientifiques ne devrait pas cacher la pérennité des vieux débats autour de l'authenticité et de l'universalité de la langue parlée au Québec. En 1957, le lien de la langue avec le terroir et l'Église romaine est à la veille d'être rompu, mais l'exigence demeure de trouver quelque substitut à ces

légitimités perdues. Bientôt, on le devine, la bataille du joul remplacera celle du régionalisme...

Accompagnée d'un très utile index, cette anthologie, fruit d'un labeur passionné, nous plonge dans un univers où l'on disputait encore de l'identité de la *lingua franca* (anglais, français, espéranto et même latin), où la défense de la langue incombaux individus (non pas aux lois et aux institutions) et où les références spirituelles, culturelles et ethniques renvoyaient plus facilement à la langue que les préoccupations économiques d'aujourd'hui. Le lecteur contemporain est ainsi amené à redécouvrir la variété des positions adoptées par les intellectuels canadiens-français sur près d'un siècle d'histoire. Il est aidé dans sa lecture par d'utiles notes biographiques, de judicieuses présentations du contexte de publication et par une série de notes de bas de page qui viennent préciser certains faits ou événements méconnus. Sur plus de cinq cents pages, il peut ainsi plonger dans une foisonnante bibliothèque de textes, signés par Arthur Buies, Claude-Henri Grignon, Camille Roy ou André Laurendeau, où se mêlent et s'entrechoquent des idées et des opinions sur la médiocrité des « auteurs de chez nous », les expressions populaires qui « fleurent bon le terroir », la « bouche molle » des Canadiens de langue française, l'accent du siècle de Louis XIV préservé sur les rives du Saint-Laurent ou sur la norme (évanescence) d'un « français international ».

Nous faut-il encore écrire en conclusion que cette lecture en vaut la peine ? Contentons-nous de dire que le premier tome de cette anthologie nous donne l'irrésistible goût de lire le suivant, et de connaître la suite.